



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



20071-F

Distr. LIMITEE

ID/WG.529/4(SPEC.)
18 février 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Réunion préparatoire régionale sur
l'industrie des aliments pour animaux
et les industries connexes en Afrique

Banako (Mali), 15-17 décembre 1992

RAPPORT*

* Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
PREFACE		3
INTRODUCTION	1 - 6	4
CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET PROBLEMES A ETUDIER	7 - 10	5
 <u>Chapitres</u>		
I. ORGANISATION DE LA REUNION	11 - 19	8
II. RESUME DES DEBATS	20 - 45	9
III. CLOTURE DE LA REUNION	46 - 48	12
 <u>Annexes</u>		
I. Liste des participants		13
II. Ordre du jour		16
III. Liste des documents		17

PREFACE

Le Système de consultations est un instrument grâce auquel l'ONU offre aux pays développés et aux pays en développement une enceinte pour leurs contacts et leurs échanges de vue intéressant l'industrialisation des pays en développement. Ces consultations permettent, à leur demande, d'organiser des négociations entre les parties intéressées pendant ou après la réunion. Parmi les participants de chaque pays membre se trouvent des représentants des gouvernements, de l'industrie, du monde du travail, des associations de consommateurs et d'autres encore, si un gouvernement le juge souhaitable.

Ces consultations permettent entre autres de repérer les obstacles au développement industriel dans les pays en développement, de suivre l'évolution de l'industrie dans le monde et pour définir des mesures concrètes permettant d'accroître la part des pays en développement dans la production mondiale, et de rechercher de nouvelles formes de coopération industrielle internationale dans le cadre des relations Nord-Sud et Sud-Sud, notamment les possibilités de coentreprises, de coopération technique et d'investissements.

INTRODUCTION

1. Dans sa décision 9(IX), paragraphe 3, la neuvième réunion de la Conférence des ministres africains de l'industrie a recommandé que des réunions de consultations soient organisées en Afrique pour traiter en priorité des sous-secteurs de l'industrie désignés dans le Mémorandum africain sur le développement industriel de l'Afrique. C'est à la suite de cette décision et compte tenu des observations faites à cette occasion qu'a été proposée la réunion de la Consultation régionale sur l'industrie des aliments pour animaux et les industries connexes en Afrique.

2. Le Conseil du développement industriel de l'ONUDI, lors de sa sixième session, en mai/juin 1990, a décidé d'inscrire cette Consultation régionale dans la liste des réunions de consultations prévues pour la période biennale 1992/1993.

3. Conformément à la décision mentionnée ci-dessus et au programme de travail établi, la Consultation régionale se tiendra à Vienne (Autriche), du 5 au 8 octobre 1993.

4. Pour la préparer, le Secrétariat de l'ONUDI a convoqué une Réunion préparatoire régionale qui s'est tenue à Bamako (Mali), du 15 au 17 décembre 1992, à l'invitation des autorités de ce pays.

5. La réunion avait pour premier objectif d'aider l'ONUDI à choisir des thèmes prioritaires en fonction des besoins des pays africains, pour les soumettre ensuite à la Consultation. A cette fin, la réunion a :

a) Examiné la situation actuelle de l'industrie des aliments pour animaux en Afrique, et les meilleurs moyens d'augmenter la production animale, celle de la volaille, de dérivés et de produits laitiers, en améliorant l'offre des aliments du bétail;

b) Déterminé les obstacles généraux et particuliers qui gênent le développement de cette industrie dans les pays africains, entre autres pour ce qui est des approvisionnements en matières premières, de l'utilisation des sous-produits agro-industriels, de la technologie, des équipements et de la commercialisation;

c) Précisé le rôle des petites et moyennes entreprises du secteur des aliments pour animaux et des industries connexes;

d) Étudié et proposé des moyens de renforcer la coopération régionale à tous les niveaux entre les pays africains;

e) Sélectionné des problèmes particuliers à examiner dans le cadre de la Consultation en vue de favoriser la coopération industrielle internationale.

Activités préparatoires menées par l'ONUDI

6. En vue de la Consultation, l'ONUDI a établi des documents de base et des études analysant la situation actuelle dans le secteur et définissant les problèmes et les obstacles qui s'opposent au développement de l'industrie des aliments pour animaux en Afrique, et présenté des recommandations précises en vue d'éliminer ces difficultés.

CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET QUESTIONS A ETUDIER

7. A sa séance de l'après-midi, le 17 décembre 1992, la Réunion préparatoire a adopté les conclusions et les recommandations suivantes pour les soumettre à la Consultation régionale, ainsi que les questions à étudier.

Conclusions

8. Les principaux obstacles et problèmes en Afrique, dans le secteur de l'industrie des aliments pour animaux, sont les suivants :

1. Fourniture irrégulière et inadéquate des matières premières.
2. Prix élevés et instables des matières premières pour la fabrication des aliments pour animaux, et trop grande dépendance à l'égard des importations pour certains ingrédients essentiels.
3. Difficultés de récupération, de traitement et l'utilisation des sous-produits et des déchets de l'agriculture et de l'industrie locales, dans la préparation et la production d'aliments pour les animaux.
4. Utilisation insuffisante par l'industrie des ingrédients non traditionnels disponibles sur place, par manque d'informations sur la disponibilité, l'emplacement, la composition, le traitement requis de ces ingrédients, sous-produits et déchets locaux.
5. Manque d'informations sur la composition, les modes d'utilisation et de traitement des ingrédients, des sous-produits et des déchets disponibles sur place.
6. Absence de l'appui institutionnel et manque de l'attention nécessaires de la part des producteurs de matières premières et d'aliments du bétail pour obtenir des normes qualitatives suffisantes.
7. Manque d'expérience dans la technique et dans la gestion.
8. Infrastructure et services publics inadaptés et souvent insuffisants.
9. Dépendance excessive à l'égard des importations de machines, d'équipement, de pièces de rechange et des techniques de transformation, en raison principalement, du sous-développement des biens d'équipement et des industries mécaniques locaux.
10. Faiblesse et instabilité des politiques nationales d'appui au développement du secteur.
11. Insuffisance de la coopération régionale dans des domaines tels que le commerce, la technologie et le savoir-faire, la création de coentreprises et l'échange d'informations.

Recommandations

9. Les recommandations suivantes ont été formulées :

1. Les autorités devraient aider l'ensemble des secteurs privé et public de la production et de l'utilisation des aliments pour animaux en leur accordant des avantages fiscaux.
2. Les autorités, dans leurs politiques de développement rural, devraient accorder une priorité à la production des aliments pour animaux en utilisant des matières premières locales.
3. Les entreprises agro-industrielles devraient bénéficier d'un climat financier favorable (crédit, fiscalité, conditions monétaires, taux d'intérêt, etc.) qui faciliterait la modernisation de celles qui existent déjà et la création de nouvelles entreprises, surtout moyennes et petites, utilisant comme matières premières des sous-produits de déchets de substitution et des ingrédients.
4. Il faudrait dresser un inventaire des possibilités de production et d'utilisation des aliments pour animaux. A cet égard, il conviendrait de rénover les installations d'élevage. Les producteurs d'aliments pour animaux devraient être informés des disponibilités locales de sous-produits et de déchets agricoles et industriels, et le potentiel de matières premières agricoles et industrielles locales devrait être évalué.
5. Des techniques à usage industriel et artisanal devraient être mises au point, en particulier pour l'utilisation d'ingrédients inhabituels, de sous-produits agro-industriels et de déchets disponibles sur place.
6. Les industries de biens d'équipement déjà en place en Afrique devraient être renforcées, et de nouvelles entreprises devraient être créées dans ce secteur pour concevoir et fabriquer des machines, des équipements et des pièces de rechange, et assurer des services de maintenance à l'industrie des aliments pour animaux.
7. Au niveau de la production, il faut créer ou moderniser des installations équipées pour l'analyse des propriétés nutritionnelles des matières premières afin d'aider les producteurs d'aliments pour animaux à en contrôler la composition et la qualité.
8. L'ONUDI devrait envisager d'établir une étude sur "les sources d'informations relatives à l'industrie des aliments pour animaux", qui faciliterait, au niveau international, les contacts et la diffusion des informations.
9. Certaines organisations internationales (CCI, CIPEA, FAO) devraient établir et mettre à jour des études concernant les ingrédients des aliments pour animaux en s'attachant spécialement aux additifs à incorporer dans les prémélanges (sels minéraux, vitamines, antibiotiques, acides aminés, etc.).

Questions à établir

10. Il s'ensuit de ce qui précède que les questions suivantes ont été proposées pour examen à la Consultation régionale sur les aliments pour animaux :

1. Promotion de l'utilisation des matières premières, des sous-produits et des déchets de l'agriculture et de l'industrie disponibles sur place, et de la recherche et de l'information sur la composition, les modes d'utilisation et les conditions de traitement, ainsi que sur le contrôle de la qualité de ces aliments.
2. Promotion des petites et moyennes entreprises, particulièrement en ce qui concerne les techniques et la formation.
3. Développement de la coopération régionale, spécialement dans les domaines suivants :
 - Commercialisation;
 - Echange de connaissances techniques sur la fabrication;
 - Equipement et technologie;
 - Information.

1. ORGANISATION DE LA REUNION

11. La Réunion préparatoire régionale sur l'industrie des aliments pour animaux et les industries connexes en Afrique s'est tenue à Bamako, au Mali, du 15 au 17 décembre 1992.

12. 34 participants et 4 consultants venus de 17 pays différents étaient présents à cette réunion, ainsi que des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) (Voir la liste des participants à l'annexe I).

Ouverture de la réunion

13. M. Kadari Ramba, Ministre de l'industrie et de l'énergie, a ouvert la réunion. Dans son discours d'ouverture, il a souhaité la bienvenue aux participants et exprimé sa gratitude envers l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) qui avait pris l'initiative d'organiser cette réunion dans son pays, afin d'y examiner un sujet particulièrement important pour la région d'Afrique.

14. Le représentant de l'ONUDI a, au nom du Directeur du Système de consultations, remercié le Gouvernement malien de l'hospitalité qu'il offrait et les experts qui ont apporté leur coopération pour aider l'ONUDI à définir les questions soumises à l'examen de la Consultation régionale.

15. Il a également expliqué la raison d'être et la portée du système de Consultations, et souligné que, l'autosuffisance et la sécurité alimentaires étant d'une importance primordiale pour les pays africains, l'industrie des aliments pour animaux, partie essentielle de l'agro-industrie, doit être renforcée, en particulier par le développement de techniques d'utilisation des produits, sous-produits et déchets agricoles.

16. A ce propos, il a souligné que les travaux devraient consister essentiellement en une analyse de la situation actuelle, en une identification des obstacles qui s'opposent à la production d'aliments pour animaux et à sa contribution à la production du bétail, des produits de la volaille et des produits laitiers, par une augmentation des disponibilités en aliments pour animaux. Les débats devraient prendre en considération tous les facteurs : l'offre de matières premières, l'utilisation de sous-produits agro-industriels, les techniques, les équipements, la commercialisation, le rôle des petites et moyennes entreprises, et la coopération régionale.

Election du bureau

17. M. Ernest Roland Ela Evina (Cameroun), directeur du Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (CENEEMA), a été élu Président de la réunion, et M. Basil Igwe (Nigéria), a été élu Vice-Président. M. René Grengbo Sanzia-Sazin (République centrafricaine) et M. Joseph P. Magadi (Kenya) ont été élus Rapporteurs.

Adoption de l'ordre du jour

18. L'ordre du jour adopté figure à l'annexe II.

Documentation

19. La liste des documents établis pour la réunion figure à l'annexe III.

II. RESUME DES DEBATS

20. Le représentant de l'ONUDI a fait aux participants un rapport succinct sur les activités de l'Organisation dans le domaine des agro-industries et, tout particulièrement, sur celles du Système de consultations. Il leur a fait savoir que le Service des agro-industries de l'ONUDI s'attachait principalement à la valorisation des matières premières agricoles dans les pays en développement et à l'amélioration de la qualité des produits en fonction de la demande du marché. Des problèmes communs aux industries agro-alimentaires, comme les transferts de technologie, le contrôle de la qualité et la protection de l'environnement et la conservation de l'énergie - notamment par le traitement des effluents industriels, la mise au point de techniques moins polluantes, le traitement des déchets industriels et l'utilisation des sous-produits ont été également mentionnées parmi les principales activités de l'ONUDI.

21. Conformément à la politique de l'ONUDI, le Système de consultations a donné la priorité au secteur des industries alimentaires. Pendant la période biennale 1988-1989, en particulier, sur six consultations qui ont eu lieu, quatre ont traité des industries alimentaires ou des secteurs connexes (canne à sucre, fruits et légumes, matériels de transport ruraux et engrais phosphatés et pesticides).

22. Un consultant de l'ONUDI a exposé la situation dans l'industrie des aliments pour animaux. Il a noté que celle-ci stimulait le développement agro-industriel et devrait jouer un rôle essentiel à l'avenir dans le secteur de la production d'aliments d'origine animale dans les pays en développement. Il a conclu que la coopération était nécessaire pour renforcer les liens entre les producteurs d'aliments pour animaux, les organismes chargés de leur fournir les matières premières et les utilisateurs des produits.

23. Un autre consultant de l'ONUDI a fait un exposé sur l'utilisation des matières premières locales pour la production d'aliments pour animaux en Afrique subsaharienne. Il a surtout décrit la situation à cet égard dans trois pays : la République centrafricaine, le Mali et le Rwanda.

24. Le consultant a bien précisé que ces trois pays faisaient face à plusieurs difficultés, dont l'insuffisance des techniques, du savoir-faire et des connaissances spécialisées. Leurs industries sont tributaires des techniques importées. Si équipements et techniques pouvaient être obtenus sur place, les coûts de production s'en trouveraient réduits.

25. Le consultant a aussi proposé, à titre de mesures à court terme, que les informations relatives à l'utilisation et au développement de l'industrie des aliments pour animaux soient rendues accessibles à tous les pays. Des mesures à moyen et à long termes dans ce domaine devraient surtout viser à renforcer les contrôles de qualité et la production des équipements nécessaires à cette industrie.

26. Un représentant du Secrétariat de l'ONUDI a présenté un texte sur les procédés et les équipements permettant à de petites entreprises de produire des aliments pour animaux en utilisant des matières premières et des sous-produits locaux. Il a décrit les procédés techniques utilisés pour la production des aliments pour animaux, la composition et la classification de ces derniers, ainsi que diverses manières de tirer parti des matières premières des sous-produits agricoles locaux. Il a, en outre, décrit des techniques et des équipements servant à produire des aliments pour animaux.

27. Un des participants a noté que, parmi les difficultés qui empêchaient la production de ces aliments d'augmenter, il y avait l'insuffisance des matières premières nécessaires, importées ou locales, les réticences, fondées sur la tradition à utiliser des ingrédients de substitution tels que le sorgho, le millet, le manioc, l'igname, les produits du palmier à huile, l'herbe à éléphant, la graine d'hévéa, etc., ou l'incapacité de traiter les déchets agricoles et industriels pour fabriquer des aliments, ou l'ignorance des techniques nécessaires et l'indépendance à l'égard des importations d'équipements et de pièces de rechange. Il a proposé que les gouvernements adoptent une politique macro-économique pour stimuler le développement à long terme de l'agriculture et de la production d'aliments pour animaux dans le secteur privé, ainsi que pour y attirer les investisseurs.

28. Après la présentation de monographies par pays réalisées par des consultants et des experts de l'ONUDI, et la discussion qui a suivi, tous les participants sont convenus que l'industrie des aliments pour animaux était un puissant stimulant pour le développement agro-industriel et qu'elle avait d'excellentes perspectives de progrès en Afrique.

29. Plusieurs participants ont noté les grandes différences qui existaient dans ce secteur, à savoir les degrés de développement de l'industrie des aliments pour animaux, des infrastructures et de la technologie, etc., dans différents pays d'Afrique.

30. Dans leurs exposés, les participants ont déclaré que l'industrie des aliments pour animaux en Afrique se heurtait à un certain nombre de problèmes qui ralentissaient son développement au niveau régional. L'un des plus gênants est la pénurie des matières premières nécessaires pour assurer la qualité de ces aliments.

31. Certains participants ont souligné que la fabrication industrielle des aliments pour animaux nécessitait la fourniture régulière de matières premières et d'équipements peu coûteux permettant de traiter les sous-produits agro-industriels pendant la saison sèche et donc d'augmenter la productivité dans ce secteur.

32. On a noté que l'industrie des aliments pour animaux éprouvait encore des difficultés telles qu'une mauvaise gestion, des financements insuffisants et le manque de spécialistes. A ce propos, l'un des participants a indiqué que son pays, qui pourrait produire 20 000 tonnes d'aliments pour animaux chaque année, n'en produisait en fait que 2 000.

33. Un autre participant a dit qu'il était très difficile, dans un climat chaud et humide, d'assurer la stabilité chimique des vitamines et des autres additifs incorporés aux mélanges. Or, la variation de la teneur en vitamines et en sels minéraux doit être évitée. C'est pourquoi il était urgent de trouver des moyens de stocker convenablement les aliments pour animaux et d'établir des normes permettant d'en surveiller la qualité.

34. Certains participants ont insisté sur l'importance de la formule chimique dans la fabrication des aliments pour animaux. Dans ce domaine, les pays en développement devraient s'efforcer de réduire la proportion des ingrédients importés et d'augmenter celle des ingrédients locaux.

35. Plusieurs participants ont fait remarquer qu'un système d'exploitation agricole intégré visant à optimiser l'utilisation des ressources disponibles en recyclant les résidus et les sous-produits pour en faire, d'une part, des

aliments pour animaux, d'autre part, du combustible, pourrait contribuer, dans une grande mesure, à améliorer la productivité de l'agriculture et de l'élevage.

36. Certains participants ont noté que les transferts directs de technologie des pays développés vers les pays en développement n'étaient rentables à aucun point de vue, ni technique, ni économique. Nombre de techniques créaient une dépendance à l'égard des importations d'ingrédients et de pièces de rechange, au lieu de favoriser l'utilisation des ressources locales disponibles sur place. Qui plus est, ces techniques doivent être adaptées aux conditions socio-économiques du village où le secteur de la production d'aliments pour animaux n'est occupé que par de petites et moyennes entreprises.

37. Des participants ont également proposé la création d'un réseau régional d'information sur la composition et la technique de production des aliments, les équipements nécessaires, le type de formation requis, le traitement des sous-produits et des déchets agro-industriels, les méthodes de contrôle de la qualité, l'environnement, la commercialisation, etc.

38. Un participant a souligné qu'un appui de l'Etat sous la forme d'une promotion des investissements était une condition essentielle au développement de l'industrie des aliments pour animaux aussi bien qu'à l'augmentation des connaissances techniques et à l'ouverture de débouchés.

39. Un certain nombre de participants ont fait valoir la nécessité de simplifier les procédures d'octroi de prêts aux petites et moyennes entreprises.

40. Au cours des débats, un certain nombre de délégués ont mentionné la nécessité de renforcer la coopération régionale et sous-régionale. Un dialogue serait extrêmement profitable et porterait sur divers secteurs, comme les échanges, la technologie, les coentreprises, la formation, la commercialisation et les échanges d'informations.

41. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a présenté le programme de cette organisation en vue d'une utilisation plus efficace, dans les pays en développement, des ressources locales en aliments pour animaux.

42. Il a noté que jusqu'alors on s'était surtout efforcé d'utiliser mieux et davantage les résidus des récoltes et les sous-produits agro-industriels pour fabriquer des amalgames nutritionnels complexes (faits de mélasse, d'urée, de son, etc.), destinés à compenser la carence en azote de l'alimentation des ruminants.

43. Il a aussi signalé que les équipements fabriqués en Inde et au Brésil pour produire des aliments pour animaux n'étaient pas coûteux et pouvaient être facilement adaptés aux besoins des petites entreprises des pays africains.

44. Le représentant de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a attiré l'attention des participants sur les problèmes que posaient les matières premières et l'absence d'une stratégie générale d'utilisation des sous-produits de l'agriculture. Il a fait observer que l'Afrique possède une immense capacité de production de nombreux types d'aliments pour les animaux et donc d'amélioration de leur alimentation. Or, pour diverses raisons, les éleveurs n'utilisent pas certaines des ressources disponibles.

45. Il a donc proposé la stratégie suivante afin de rendre l'utilisation des sous-produits agricoles plus productive :

- Diversification de la production animale et intégration dans les systèmes des cultures afin de minimiser la concurrence des ressources entre elles;
- Utilisation optimale des sous-produits agricoles pour obtenir une fourniture constante d'aliments pour animaux pendant toute l'année;
- Création d'entreprises spécialisées dans la composition des aliments pour animaux à proximité des zones de culture.

III. CLOTURE DE LA REUNION

46. A la séance de clôture, le Président a remercié les experts qui ont apporté une contribution de qualité et ont très activement participé au succès de la consultation. Il a également remercié le représentant du Gouvernement malien de la manière remarquable dont il avait dirigé la réunion. Il s'est dit profondément convaincu que les résultats de la réunion seraient extrêmement utiles pour la préparation de la Consultation régionale sur l'industrie des aliments pour animaux et les industries connexes en Afrique.

47. Le représentant de l'ONUDI a remercié les experts des efforts qu'ils n'avaient pas ménagés pour que la réunion atteigne ses objectifs. Il a également remercié le Gouvernement malien d'avoir été l'hôte de la réunion.

48. La clôture de la réunion a été prononcée par M. Kadari Bamba, Ministre de l'industrie et de l'énergie. Dans son allocution, M. Bamba a souligné l'importance, pour tous les pays africains, des résultats de la réunion, en particulier pour le Mali dont le gouvernement avait, parmi ses principaux objectifs, celui de développer l'ensemble du secteur agricole en utilisant de manière plus profitable toutes les ressources et tous les équipements disponibles.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS

Burkina Faso

Vakara TRAORE, docteur vétérinaire, conseiller technique du Ministre délégué chargé des ressources animales, Sté. SICOPAG, B.P. 3118, Ouagadougou

Cameroun

Ernest Roland ELA EVINA, directeur du Centre national d'études et d'expérimentation du machinisme agricole (CENEEMA), P.B. 1040, Yaoundé

Congo

Jean Célien OKOUANGO, directeur général, ORSOL (Promotion et développement de l'élevage hors sol), B.P. 9118, Talagäi-Brazzaville

Etats-Unis d'Amérique

LeRoy ROGERS, économiste spécialisé dans l'élevage, APEX, IDCO Washington State University, Holbert Hall Pullman WA 99163

Italie

Loviana RICCARELLI DEMBELG (Mme), Consul, consulat d'Italie au Mali, S. 1024, Bamako

Kenya

Joseph P. MAGADI, spécialiste de la nutrition animale, UNGA Feeds Limited, P.O. Box 41788, Nairobi

Malawi

H. G. C. NYIRENDA, directeur des aliments pour animaux, Grain and Milling Company Ltd., P.O. Box 5847, Limbe

Mali

Nouhoum BANE, conseiller technique du Ministère de la promotion et de l'initiative privée, Bamako

Malick BERTHE, chargé des études générales et de la communication à la BNDA, B.P. 2424, Bamako

Alpha CISSE, directeur adjoint, SONAREM, B.P. 2, Kati

Mantalla COULIBALY, abattoir frigorifique, B.P. 356, Bamako

Sana TALL (Mme), abattoir frigorifique, B.P. 356, Bamako

Mariame TOURE (Mme), abattoir frigorifique, B.P. 356, Bamako

Tiécoro COULIBALY, Service contentieux, BIAO, B.P. 15, Bamako

Souleymane DEMBELE, Direction nationale des industries, B.P. 278, Bamako

Ibrahim DIANE, chef de la Division des industries animales, OMBEVI, B.P. 1382, Bamako

Amadou DIALLO, docteur vétérinaire, chef de la Division production animale à la Direction nationale de l'élevage, B.P. 265, Bamako

Boubacar FAYINKE, chargé de mission pour l'élevage, Office du Niger, B.P. 106, Ségou

Tidiani TAMBOURA, Office du Niger, B.P. 106, Ségou

Salif KEITA, fondé de pouvoir, BMCD, B.P. 45, Bamako

Baba LY, docteur vétérinaire, IEMVT/CIRARD, B.P. 1720, Bamako

Mohamed Mourdada N'DIAYE, secrétaire général, HUICOMA, B.P. 2474, Bamako

Boubacar O. A. NIANG, directeur de cabinet, Ministère des mines, de l'industrie et de l'énergie, Bamako

Demba W. SISSOKO, conseiller à la communication, Ministère des mines, des industries et de l'énergie, Bamako

Djoubairou SOW, conseiller technique au Ministère de l'éducation nationale, Bamako

Moctar TRAORE, chef du Service de l'élevage à la Direction générale, CMDT, B.P. 487, Bamako

Niger

Dina TANKARI, directeur de l'usine d'aliments du bétail, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, B.P. 12091, Niamey

Nigéria

Basil IGWE, directeur général, ELBEE (International) Consultants, P.O. Box 9982, University Post Office, Ibadan

République centrafricaine

René GRENGBO SANZIE-SAZIN, expert principal, UDEAC, B.P. 1004, Bangui

Rwanda

Servilien MUKARAGE, directeur général, société de production d'aliments pour bétail "SOPAB"/SARL, B.P. 1199, Kigali

Togo

Komiavi DOH, directeur général adjoint, SATAL, B.P. 3554, Lomé

CONSULTANTS

Moses T. DAURA, c/o ILCA/Département de la formation et de l'information,
Station de recherche Debre Zeit, P.O. Box 5689, Addis-Abeba (Ethiopie)

Ibrahima Lamine DIARRA, président exécutif, Afric Business
Conseils/Intercontinental Partners, B.P. 175, Ségou (Mali)

Horst KOENIG, Winzerstrasse 10, A-1130 Vienne (Autriche)

Oladipo ONAYEMI, c/o Association of African Universities (AAU), P.O. Box 5744,
Accra-North (Ghana)

ORGANISMES DU SYSTEME DES NATIONS UNIES

Commission économique pour l'Afrique (CEA)

Bossa M. VLAVONOU, économiste spécialisé en agro-industrie, Division de
l'industrie et des établissements humains, P.O. Box 3005, Addis-Abeba
(Ethiopie)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

René SANSOUCY, haut fonctionnaire, Division de la production et de la santé
animales, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome (Italie)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Kayisera GITERA, représentant résident, B.P. 120, Bamako

Anita STAQUET (Mme), PNUD, administrateur auxiliaire, B.P. 120, Bamako

Siv TOKLE (Mme), ONUDI, administrateur auxiliaire, B.P. 120, Bamako

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Organisation de l'unité africaine (OUA)

K. O. ADENIJI, spécialiste principal des questions scientifiques, P.M.B. 2359,
Lagos (Nigeria)

Annexe II

ORDRE DU JOUR

Mardi 15 décembre

8 h 30 - 9 heures
9 heures - 9 h 45

Inscriptions

- Ouverture de la réunion
- Election des membres du bureau
- Adoption de l'ordre du jour

9 h 45 - 10 h 45

Présentation par M. H. Koenig, consultant de l'ONUDI, d'une étude intitulée "L'industrie des aliments pour animaux"

11 heures - 12 heures

Débat général

14 heures - 16 heures

Présentation par M. A. Miklovicz, consultant de l'ONUDI, d'une étude intitulée "Traitement et équipement pour la fabrication des aliments pour animaux dans les petites entreprises, en utilisant les matières premières et les sous-produits locaux"

16 heures - 17 heures

- Présentation par M. O. Onayemi, consultant de l'ONUDI, de l'étude nationale intitulée "Situation actuelle et problèmes de l'industrie des aliments pour animaux au Ghana"
- Débat général

Mercredi 16 décembre

9 heures - 10 heures

Présentation par M. Ch. Touré, consultant de l'ONUDI, de l'étude nationale intitulée "Situation actuelle et problèmes de l'industrie des aliments pour animaux au Sénégal"

10 h 15 - 11 heures

Présentation par M. M. Daura, consultant de l'ONUDI, de l'étude nationale intitulée "Situation actuelle et problèmes de l'industrie des aliments pour animaux en Zambie"

11 heures - 12 heures

- Présentation par M. V. Lorri, consultant de l'ONUDI, de l'étude nationale intitulée "Situation actuelle et problèmes de l'industrie des aliments pour animaux en Tanzanie"
- Débat général

15 h 45 - 17 heures

Présentation d'études nationales par des participants

Jeudi 17 décembre

9 heures - 12 heures

Prises de contact entre participants

14 heures - 17 heures

- Présentation des conclusions et de recommandations
- Clôture officielle de la réunion

Annexe III

LISTE DES DOCUMENTS

Les petites industries de production d'aliments pour animaux à partir de matières premières et de produits locaux : procédés et équipements, par Andras Miklovicz ID/WG.529/1(SPEC.)

Les industries de production des aliments pour des animaux domestiques : cas du Sénégal, par Chérif Touré ID/WG.529/2(SPEC.)

L'industrie des aliments pour animaux pour les pays en développement par Horst Koenig ID/WG.529/3(SPEC.)

Industries des aliments de bétail en Afrique par Ibrahima L. Diarra State of art and problems of the animal feed production industry in Zambia par Moses T. Daura

Present situation and development aspects of the animal feed industry in Ghana par Oladipo Onayemi

Etudes nationales/résumés

Burkina Faso, par Vamara TRAORE

Cameroun, par Ernest Roland ELA EVINA

Congo, par Jean Célien OKOUANGO

Kenya, par J.P. MAGADI

Malawi, par H.G.C. NYIRENDA

Mali, par Moctar TRAORE

Niger, par Dina TANKARI

Nigéria, par Basil U.N. IGWE

République centrafricaine, par René GRENGBO SANZIA-SAZIN

Rwanda, par Servilien MUKARAGE

Togo, par Komlavi J. DOH